

Marché et marchés

Serge LATOUCHE*

« N'y a-t-il pas une illusion tragique à imaginer que la liberté est à ce prix, c'est-à-dire dans l'universalisation de l' " associabilité " marchande, pour se libérer des contraintes symboliques ? »

BERTHOUD
(1992 : 47)

INTRODUCTION

La divine surprise de l'effondrement des économies socialistes a entraîné le triomphe planétaire de la *civilisation du Marché*. Le Marché est devenu une notion magique utilisée de manière incantatoire à travers le monde entier.

« La prise de conscience par un si grand nombre de pays en développement des bienfaits du libre-échange place le monde industriel devant la responsabilité particulière d'ouvrir ses marchés » (BRI, 1992).

Cette situation d'« impérialisme du marché » est le résultat d'un long processus. Nous ne voulons pas parler ici de « La grande transformation » des réalités sociales et de l'émergence d'un ordre économique autonome, tels que les analyse POLANYI (1983) mais seulement de ce qui s'est mis en place dans les habitudes de pensée. Tous les intellectuels qui s'intéressent à la société rencontrent le phénomène de l'échange. L'échange est sans doute *consubstantiel* au lien social. Or, dans l'analyse de l'échange, tous les auteurs — historiens, anthropologues, sociologues et même psychanalystes d'une part,

* *Économiste, professeur à l'université Paris-XI (Paris-Sud), faculté Jean-Monnet, 54, boulevard Desgranges, 92331 Sceaux cedex.*

théoriciens ou chercheurs de terrain d'autre part — ont fait du structuralisme sans le vouloir et sans le savoir. Le paradigme économique du Marché s'est consciemment, ou le plus souvent inconsciemment, présenté à eux comme l'idéal type des réalités qu'ils rencontraient et analysaient. Selon la fameuse formule de Marx, « L'anatomie de l'homme est la clef de celle du singe », le modèle du Marché comme prototype d'un *mécanisme* d'interaction s'est imposé pour décrypter l'échange social. Cela se rencontre même lorsque les auteurs rejettent tout évolutionnisme et tout économisme.

À tort ou à raison, on a cru pouvoir montrer cette prégnance de l'économie aussi bien chez Fernand Braudel que chez Claude Lévi-Strauss ou chez Pierre Bourdieu¹. L'utilisation par ces auteurs de métaphores économiques, ou même l'intégration de mécanismes économiques, peut se révéler féconde, mais des glissements incontrôlés risquent toujours de se produire. Il en est ainsi chez BRAUDEL (1980), par exemple, lorsque, à côté d'une passionnante histoire des marchés, il affirme que le Marché est naturel et anhistorique. Sans doute la voie est-elle ouverte par MAUSS lui-même. Dans l'essai sur le don, il a cette phrase malheureuse :

« Le marché est un phénomène humain qui selon nous n'est étranger à aucune société connue. »

Certes, MAUSS prend soin d'ajouter :

« [...] mais dont le régime d'échange est différent du nôtre. On y verra le marché avant l'institution des marchands et avant leur principale invention, la monnaie proprement dite » (MAUSS, 1991 : 148).

Chez MAUSS, tout montre qu'il s'agit d'un usage malencontreux mais chez d'autres le dérapage est plus conséquent. Cela traduit non seulement « l'impérialisme de l'économie » sur les sciences sociales mais aussi la colonisation de notre imaginaire² par l'économisme ambiant. Il est d'ailleurs remarquable que ce Marché de référence, des économistes, est rarement défini par eux. Tout le monde est censé savoir de quoi il s'agit sans que personne ne soit capable d'en produire une définition satisfaisante. Le prix Nobel d'économie,

¹ Voir, en particulier, CAILLE (1986) : chap. IV, « Comment écrit-on l'histoire du Marché » (Critique de Fernand Braudel) et chap. IX « D'un ethnocentrisme paradoxal » (L'analyse structurale des mythes de Claude Lévi-Strauss). Voir surtout « Lectures de Pierre Bourdieu », *Cahiers du Lasa*, n°s 8-9, 1^{er} semestre 1988. Ces textes ont été en partie publiés dans les *Cahiers du Mauss*.

² L'expression *impérialisme économique* a été utilisée pour la première fois dans ce sens par Boulding en 1964 ; l'expression *impérialisme du marché*, par Walzer en 1983.

Gérard DEBREU (1959), qui sert souvent de caution aux partisans du « tout-marché », se garde soigneusement d'utiliser le mot, même dans son ouvrage *Théorie de la valeur*. Pour clarifier la suite des débats, on peut reprendre la définition de GUERRIEN : le marché concurrentiel des économistes...

« est formé par un système de prix affichés [par on ne sait qui], connu de tous les individus, et concernant tous les biens envisageables [présents et futurs], ainsi que par un système de centralisation des offres et des demandes de chacun des individus » (GUERRIEN, à paraître : 9).

Le Marché est le plus souvent *présupposé* par les économistes. Il est la conséquence et la réciproque de l'*axiomatique* de l'intérêt.

Le Marché, ce Marché-là avec un grand *M*, suppose que tous les hommes procèdent à des calculs systématiques d'intérêts. Inversement, si les hommes obéissent à la logique utilitariste, il doit nécessairement en découler un Marché. Chaque individu calculateur étant prêt à négocier tout ce qu'il possède (y compris son propre corps et ses sentiments) et tout ce qu'il désire, la rencontre de tous va entraîner des ventes aux enchères (ou une foire d'empoigne s'il n'y a pas de commissaire-priseur...). Si certains marchés ne sont pas attestés concrètement dans tel ou tel domaine, ils n'en existent pas moins *virtuellement*. L'interconnexion des agents calculateurs fait du Marché non seulement une place centrale où les prix sont criés, mais un non-lieu (une utopie) omniprésent. Cela explique le flou dont les économistes s'entourent. Reste que dans le cas des marchés fictifs, on ne sait pas qui affiche les prix à débattre, ni comment se fait la centralisation. Il est partout et il est nulle part.

Une telle approche du lien social en terme de Marché n'est pas nécessairement illégitime ; assumée de façon consciente, elle peut apporter un éclairage utile, comme approche univoque ou insidieuse, elle reste réductrice et parfois mystificatrice. Dans la réalité, les marchés que l'on observe n'obéissent pas à la loi du Marché. Ils ne sont pas centralisés, ni purs, ni parfaits. Les économistes ont néanmoins tendance, dans le fil de la pensée de Hayek, à leur attribuer les vertus du marché walrasien en ce qui concerne l'allocation optimale des facteurs. L'attribution de vertus optimisantes aux marchés remonte en fait à la main invisible d'Adam Smith. Pourtant, ce n'est que dans les conditions très particulières de l'optimum de Pareto que la réalisation du plus grand bonheur pour le plus grand nombre peut être attribuée au Marché. En outre, tous les échanges, il s'en faut, sont loin de passer par quelque marché que ce soit. Une saisie plus riche de la réalité suppose un travail de décolonisation de l'imaginaire. Cela vaut bien sûr pour l'étude des réalités non occidentales passées

et présentes, des sociétés primitives aux pratiques de l'informel, mais cela vaut tout autant pour appréhender nos propres pratiques avec un regard neuf et différent. Le Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales (*Mauss*)³ s'est attelé à ce travail depuis quelques années. Sans prétendre présenter un achèvement de ce travail, ni même une synthèse des apports du *Mauss*, nous voudrions tenter une approche généalogique et critique de la domination du Marché en montrant qu'il ne s'agit pas de la « fin de l'histoire », n'en déplaise à FUKUYAMA (1992). La première étape de cette démarche est constituée par l'analyse de l'émergence des marchés concrets, la seconde de l'examen de la signification du triomphe apparent du Marché et de la mise en évidence des limites de l'omni-marchandisation du monde.

DE L'ÉCHANGE AUX MARCHÉS

Si l'histoire du Marché ou des marchés n'a pas retenu beaucoup l'attention des historiens en raison du cloisonnement des disciplines et de la prégnance du paradigme économique, une étude historique en elle-même ne suffit pas à remettre en question la primauté du Marché, son naturalisme et son universalisme. On peut mener une telle histoire de manière tout à fait évolutionniste. BRAUDEL (1980), sur ce point, ne fait pas autre chose ; il produit une histoire *rétrodictive* du Marché et de l'économie. Toutefois, le retour sur le passé est sans doute nécessaire pour tenter une analyse critique, comme l'a fait Polanyi.

L'échange et le don

L'échange est un phénomène attesté dans toutes les sociétés humaines. Il lie les biens, les personnes et les signes dans des cycles plus ou moins vastes. Tout marché suppose un échange mais tout échange ne passe pas par le marché (même un marché fictif). L'échange « normal » est structuré par la logique du don, telle que MAUSS (1991) l'a mise en évidence : obligation de donner, obligation de recevoir, obligation de rendre. Cette logique n'a rien d'une logique marchande, même si le cycle du don donne lieu chez les partenaires à des spéculations parfois sordides et à des frustrations qui peuvent dégénérer en conflit. Le don n'est pas un troc « primitif », ni par son esprit, ni par son mode de déroulement, ni par le contenu sur

³ 9 bis, rue Abel-Hovelaque, 75013 Paris.

lequel il porte. Ce n'est pas l'absence de monnaie, ou l'absence de marchands, qui différencie le don du marché, mais l'objectif fondamental de l'acte. Il s'agit de faire naître et de nourrir par l'échange une relation sociale, qui renforce les dettes de chacun au bénéfice de tous, et non de satisfaire des besoins ou d'accumuler de la valeur matérialisée sans laisser de trace personnelle dans les rapports entre les échangistes. Cette logique du don existe toujours dans nos sociétés ; elle occupe même une place considérable, quoique occultée comme l'ont montré en particulier les travaux de HYDE (1979) et de GODBOUT (1992). Le phantasme du Marché généralisé empêche de voir que, sans le cycle du don, nos sociétés ne pourraient tout simplement pas exister. Il n'y aurait ni famille, ni entreprises, ni recherche scientifique, ni création littéraire, ni art ; tout ce qui en appelle au don (du génie ou de l'artiste), ou à la dette (de génération, de sang), ne fonctionne pas (ou très mal) dans l'ordre marchand. Les intellectuels qui écrivent en faveur du Marché total n'obéissent pas le plus souvent à une motivation marchande !

Marchés, marchandages et marchands

Si certaines cultures semblent ne laisser aucune place à l'échange marchand et au marché, la plupart des sociétés, même les plus primitives, ont, à côté du don et de l'échange social, une forme d'échange plus « neutre », plus utilitaire, plus individuel. À la différence de ces Indiens de Colombie britannique dont MAUSS (1991) nous dit : « Je n'ai pas trouvé traces d'échanges », il y a les Mélanésien des Trobriands qui, outre la *kula*, forme cérémonielle de la circulation des biens nobles, pratiquent le *Gimwali*, « simple échange économique de marchandises utiles » (MAUSS, 1991 : 214). Cette forme d'échange « neutre » peut se faire entre des étrangers ou entre des personnes qui ne sont pas liées par des relations de parenté ou d'appartenance clanique. En certaines circonstances, pour certains biens, en certains lieux, cette relation peut se faire même entre proches en faisant abstraction de ces liens. Ces « places de marché » font apparaître un rapport « économique » dans une certaine mesure, mais pas du tout « naturel » (POLANYI et ARENSBERG, 1975). Ces échanges traditionnels prennent deux formes assez contrastées, le commerce à longue distance et le petit marché local. Le premier s'apparente plus à la grande aventure, à la piraterie qu'au calcul mercantile. Le second concerne des denrées dont les prix sont en général fixés par la coutume ou par la loi. Ce sont le plus souvent l'offre et la demande qui s'adaptent aux prix plutôt que l'inverse. Quoi qu'il en soit, il arrive que, directement ou indirectement, à court ou à moyen terme, l'offre et la demande, et la concurrence, aient un certain rôle dans la détermination des rapports d'échange.

Toutefois, même si une place est faite à la *dépersonnalisation*, le marché reste une *rencontre* entre des hommes et non entre deux fonctions. Le *marchandage* est un rapport social qui tente un compromis entre les parties en présence afin d'éviter que la dépersonnalisation totale n'élimine l'un des participants. La justice commutative qui règle les rapports avec les étrangers repose sur le libre contrat des parties, mais pour Aristote, et encore pour les scolastiques, ces parties sont des hommes. La justice n'est jamais l'application d'un mécanisme abstrait⁴. Il faudra attendre le XVIII^e siècle pour que se fasse jour l'idée que les rapports d'échange peuvent être totalement dépersonnalisés et reposer sur un ordre qualifié abusivement de naturel. En 1744 encore, L'Encyclopédie universelle de Zedler définissait le marché comme suit :

« Cette place publique spacieuse, entourée d'édifices ornés ou enclos de comptoirs où, à certaines époques de l'année, toutes sortes de victuailles et autres produits sont mis en vente, de sorte que cette place est aussi appelée place de marché » (cité par SACHS, 1990 : 23).

Ces marchés traditionnels restent toujours très « encadrés ». Beaucoup de produits ou de biens sont exclus des échanges pour de multiples raisons. Certains biens ont un genre et ne peuvent circuler qu'entre les hommes ou entre les femmes. Certaines personnes sont exclues des échanges, tous les biens échangeables ne sont pas interchangeables. Surtout, comme le montre POLANYI (1983), la terre et le travail ne s'y présentent pas comme des marchandises. Ces restrictions ne sont pas anti-naturelles et n'ont pas pour objectif d'empêcher l'apparition de la loi éternelle du Marché des économistes, elles découlent tout naturellement de la définition culturelle des humanités concernées, et des arbitrages proposés entre l'expansion de l'activité individuelle et les nécessaires contraintes collectives. Ces marchés-là n'en supposent pas moins que les intervenants pensent aussi à leur intérêt personnel. Ils permettent d'obtenir son déjeuner sans faire appel à la contrainte ou à la générosité. Ils sont porteurs d'une certaine liberté et d'informations par les prix utiles pour les acteurs, sans engendrer massivement le chômage ou l'exclusion. La « main invisible » qui préside à ce compromis tient à un ensemble de circonstances historiques où s'entremêlent les réglementations, les hasards et les intérêts. Malgré l'imaginaire marchand et les contraintes institutionnelles de la modernité, cette forme de *marché-rencontre* est encore très présente dans nos sociétés. JORION (1984) a pu l'observer de manière

⁴ « Sur le marché-rencontre, la valeur d'usage et le prix sont des opinions qui se discutent par rhétorique et selon des notions de bien et de juste à la lumière d'exemples et de précédents. » Sur ce point, voir BERTHOUD (1991 : 10).

fascinante sur les marchés de gros de la pêche. Elle reste centrale sur les marchés du travail. Des travaux attentifs la trouveraient sans doute dans de nombreux autres secteurs de la vie économique. Même au xx^e siècle, la vie n'est pas un *gigantesque* super-marché. L'ensemble des marchés ne forment pas encore le Marché. Toutefois, la conviction que tout se vend et s'achète produit les effets d'une prophétie auto-réalisatrice.

Le paradoxe des marchands

Les places de marché sont porteuses d'une *force d'anonymat* et cela dès l'origine. La forme la plus primitive de ces marchés-rencontres, le *troc muet*, est peut-être celle où cet anonymat est poussé le plus loin. On sait que cette pratique décrite par Hérodote, attestée par de nombreux explorateurs au cours des siècles et pratiquée encore récemment en Nouvelle-Guinée a fasciné tous les observateurs. Là, le face-à-face est refusé. Les objets sont déposés et enlevés en cachette. Les taux d'échange sont coutumiers et ne varient que par des tâtonnements savamment calculés. La volonté de refuser le rapport intersubjectif est manifeste. Selon la formule de MAUSS (1991), le *bien* remplace le *lien*. Le producteur ignore le consommateur, le vendeur ne s'inquiète pas de l'acheteur. La dépersonnalisation, pour une sphère très limitée il est vrai, y est même poussée plus loin que dans le marché moderne. Seuls les produits s'affrontent en une rencontre insolite. On comprend que la « solution » du marché ait été choisie dans l'histoire chaque fois que l'établissement d'un lien social était impossible, indésirable ou que le lien antérieur devenait insupportable.

L'existence de places de marché favorise l'apparition d'une classe de marchands, c'est-à-dire d'*intermédiaires spécialisés qui tirent leurs ressources de la différence entre prix de vente et prix d'achat*. Ces intermédiaires ont *par fonction* des rapports dépersonnalisants. Ce sont les fonctionnaires du commerce. Comme ils tirent leur revenu des prélèvements opérés sur le vendeur et sur l'acheteur, tout les pousse à manipuler les rencontres du marché en leur faveur en faisant apparaître des rapports quantitatifs de marchandises (favorables) qui semblent s'imposer aux producteurs et aux consommateurs. Les marchands ne peuvent que pousser à la marchandisation toujours plus accrue du fonctionnement social. Le travail, la terre, mais aussi les services affectifs, le corps humain en pièces détachées, deviennent ou peuvent devenir marchandises. La marchandisation généralisée transformerait tout le monde en marchand. Outre sa force de travail et ses facultés productives (son capital humain au sens économique traditionnel), chacun est un entrepreneur qui peut spéculer sur la

vente de ses efforts, son patrimoine corporel (sang, organe, peau). Si tout le monde devenait marchand, de quoi le marchand vivrait-il ? Pour vendre plus cher que l'on achète, encore faut-il trouver quelqu'un qui achète plus cher qu'il ne vend. Dans la vision marchande, l'industriel lui-même n'est qu'un marchand qui revend en bloc une marchandise dont il a acheté les éléments en détail ; le prolétaire aussi est marchand de sa force de travail et acheteur de biens de consommation. À suivre la logique marchande, le monde n'est plus fait que de marchands. J'achète ma nourriture contre mon salaire et de l'affection, j'achète cette affection aussi avec ce même salaire et de l'affection. Je vends mon travail et ma loyauté contre du salaire, et ainsi de suite. En bon marchand, je vais vendre le plus cher possible et acheter le moins cher possible ; mes « clients » qui sont aussi mes fournisseurs doivent faire de même. Si le jeu était à somme nulle, il apparaîtrait évident que ne peut être gagné par les uns que ce qui a été perdu par les autres. Pour le discours économique dominant, il n'en est pas ainsi ; la production au sens traditionnel est ramenée à une gigantesque circulation. Cette circulation généralisée est *productrice* d'utilité, cette substance par excellence de l'économie. Dans l'achat et la vente, ou le troc des biens marchands, il n'y a plus de mesure objective de la valeur de ce qui s'échange, mais la justice et l'égalité n'en règnent pas moins puisque la main invisible fait gagner tout le monde. Chacun agit librement et maximise ses utilités subjectives. La mystification, maintes fois dénoncée, tient à ce que dans ce jeu où tous sont censés gagner, certains se retrouvent dépouillés de tout. Comme dans la chanson, celui qui part au marché avec une vache se retrouve de troc en troc avec un bouquet de fleurs qu'il n'a plus qu'à échanger contre de l'affection ! La généralisation du marché fait passer de l'autonomie à l'hétéronomie totale. Libérateur des liens sociaux contraignants au début, le marché devient l'agent d'une aliénation extrême quand l'artisan ruiné n'a plus qu'à se vendre et que le chômeur endetté doit négocier ses organes un à un pour rembourser ses créanciers⁵. Les calculs subjectifs d'utilité masquent la violence qu'exerce la concurrence. Même si elle est réductrice et frustrante, la vision matérialiste, en terme de valeurs « objectives », laisse entrevoir une partie du jeu de dupes.

Certains « marchands », les producteurs (entrepreneurs et travailleurs), vendent leur pouvoir créatif. Ils tiennent un fonds de commerce bien particulier qui peut fonctionner à perte. En réalité, ils vendent moins cher qu'ils n'achètent. Ce sont de piètres marchands. Ils ne tirent donc pas leur revenu de l'intermédiation marchande. C'est une

⁵ Rappelons POLANYI (1983 : 188) : « Abandonner le destin du sol et des hommes au marché équivaldrait à les anéantir. »

grande mystification que de proposer une généralisation du Marché et de prétendre que tous les acteurs sont égaux et interchangeables dans ce grand jeu social.

Il n'est pas faux de dire que le marchand invente l'économie et ses lois. Sa situation le condamne consciemment et inconsciemment à se défendre des statuts et des personnes. Il doit briser la puissance du Prince qui peut le spolier, et détruire la solidarité des pauvres qui peuvent lui échapper. En multipliant les flux de marchandises, il peut engendrer un jeu comparable à la mécanique des fluides et au prix de quelques simplifications en attribuer l'invention à la providence. Bien évidemment, connaissant toutes les règles de l'art dans la compétition marchande, le marchand professionnel, marchand dans l'âme, dépouille impitoyablement le citoyen devenu marchand malgré lui (pour des analyses plus développées, voir LATOUCHE, 1983 et 1984). L'escroquerie de l'idéologie marchande consiste à faire croire qu'à ce jeu tous peuvent gagner *ensemble*. S'il est vrai que, sous certaines conditions, le jeu n'est pas un jeu à somme nulle, la réduction de la société au jeu du Marché est déjà une perte pour beaucoup. Le marchand est doublement un tricheur, non seulement parce qu'il fait croire que tout le monde peut gagner comme lui, mais encore parce qu'il ne respecte pas les règles de son propre jeu lorsque ses intérêts sont menacés. Favorable à l'ouverture maximale du marché pour écraser les faibles, il réclame protection et s'organise en monopole dès que ses avantages sont menacés.

Bien sûr, ce « marchand » démoniaque et cynique n'existe pas plus que le vampire capitaliste. Si Aristote dénonce la chrématistique, ce n'est pas que les commerçants ne puissent être de bons pères de famille, comme l'objectera saint Thomas D'Aquin, mais c'est tout simplement parce que la logique marchande détruit la cité. Le monde moderne a bien construit quelque chose comme une cité marchande, mais celle-ci repose sur une mystification institutionnalisée.

LE PHANTASME DU MARCHÉ

L'effondrement des systèmes économiques planifiés et la dérégulation dans les pays capitalistes ont entraîné une mondialisation sans précédent des marchés. S'agit-il pour autant de l'émergence d'un Marché total ou intégral ? Ce marché planétaire est-il le Marché auto-régulateur ?

La référence à cette réalité incontestable du marché mondial est-elle seulement descriptive ? N'a-t-on pas affaire à un énoncé intrinsèquement et insidieusement performatif ?

Marché mondial, marché total

La planétarisation du marché n'est nouvelle que par l'élargissement de son champ. Encore que celui-ci soit significatif, on est sans doute loin d'une marchandisation intégrale. Braudel, Wallerstein, après Marx, Weber, Schumpeter et bien d'autres, ont montré que l'idée et une certaine réalité du marché mondial étaient consubstantielles au capitalisme et que des embryons de tout cela sont attestés dès le XIII^e siècle.

Le triomphe récent du marché recouvre en fait trois phénomènes liés qui sont, par ordre d'importance, la transnationalisation des firmes, l'affaiblissement des régulations étatiques à l'Ouest et l'effondrement de la planification à l'Est. Il en faut dire deux mots pour saisir ce qui est en jeu. Les firmes transnationales, aussi, existent dès la fin du Moyen Âge. Jacques Cœur, les Fugger, la Banque des Médicis, les grandes Compagnies des Indes, pour ne citer que les plus célèbres, sont des maisons de commerce implantées sur plusieurs continents et dont le trafic a le monde pour horizon. Est nouveau à partir des années soixante-dix, non seulement que le capital commercial et bancaire se mondialise systématiquement, mais aussi le capital industriel. L'ensemble interconnecté des trois suscite l'émergence de places déterritorialisées (*off-shore*). Un système économique universel complètement déraciné, n'ayant plus d'attaches privilégiées en un lieu particulier, mais poussant des antennes partout, est déjà plus ou moins en place. Cette sphère économique-financière vivant hors sol, « cablée » en permanence par les Bourses, les ordinateurs, les banques de données, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, plus ou moins régulée par le Fonds monétaire international, le Gatt et la Chambre de commerce internationale, et agissant à travers ces institutions sur les États et sur les sociétés, est sans doute ce qui correspond le mieux au Marché abstrait des économistes dont le centre est partout et la circonférence nulle part. On trouve bien là la définition du manuel classique de BARRE (1956 : 178-179) :

« Le Marché est constitué par des centres économiques distincts, reliés entre eux par des réseaux d'échanges, pris dans des réseaux de force. Ces centres sont des centres de production, d'offre de facteurs et de consommation. Il s'établit entre eux une solidarité fonctionnelle due à la nécessité de leur concours pour l'accomplissement de l'activité économique. »

Avouons que la différence est mince entre cette description réaliste et la vision walrassienne plus théorique du Marché comme ce lieu abstrait où se rencontrent tout ce qui peut se vendre et tout ce qui peut s'acheter. Le même auteur le confirme un peu plus loin (BARRE, 1956 : 428-429) :

« Un marché peut être géographiquement localisé, mais il est, *dans son essence*, un espace économique défini par un bien ou un service, par l'ensemble des demandes et des offres qui concernent ce bien : il est le centre des relations monétaires et des calculs en monnaie qui intéressent ce bien... Le prix exprime donc en termes monétaires, l'utilité et la rareté des divers biens et services sur les marchés. Les prix des biens et des services constituent dans une économie un *système lié et cohérent*. En effet, les *marchés sont communicants et solidaires* à des degrés divers » (souligné par nous).

L'affaïssement des régulations nationales-étatiques est à la fois cause et conséquence de cette transnationalisation. Le compromis entre l'État et le Marché, qui s'est solidifié sous la forme la plus forte avec le phénomène des économies nationales comme ensembles interdépendants de branches industrielles et commerciales, a connu ses plus beaux jours avec les « Trente Glorieuses » (1945-1975).

La dynamique du marché qui décloisonne les économies locales et régionales ne s'arrête pas éternellement aux frontières du territoire de la nation. La mondialisation est une extension géographique inéluctable d'une économie systématiquement désenclavée du social depuis le XVIII^e siècle (pour plus de détail, voir LATOUCHE, 1989).

La planification a eu finalement pour rôle historique d'uniformiser l'espace à l'Est et de détruire toute spécificité culturelle qui pourrait faire obstacle au libre jeu des « forces de Marché ». Il y avait des échanges, il n'y avait pas la possibilité de déployer un calcul mettant en relation les ressources naturelles d'un immense territoire, et des millions d'hommes, dans toutes les branches, pour tous les produits. Il n'était pas possible d'acheter, de fabriquer, de vendre librement avec pour résultat de semer la ruine ou la prospérité en fonction d'une marge de profit parfois dérisoire. Le socialisme réel signifiait la pénurie, la médiocrité et la morosité. L'économie de marché paraissait synonyme d'abondance et d'efficacité. La preuve concrète reste à faire...

La marchandisation intégrale

Pour autant, cette mondialisation inouïe des marchés réalise-t-elle le Marché intégral ? On désigne ainsi le grand mécanisme autorégulateur qui prend en charge la totalité du lien social de la naissance à la mort des atomes individuels.

« Tout ce qui fait l'objet d'un désir humain est candidat à l'échange. Autrement dit, la théorie économique en tant que telle ne fixe aucune borne à l'empire du marché » (*Le Monde*, 1988, cité par BERTHOUD, 1991 : 43).

En d'autres termes, la marchandisation a-t-elle pénétré tous les recoins de la vie et a-t-elle réalisé l'utopie des libertariens ? Le triomphe de la liberté, le libre accord des individus obéissant à leur calcul d'optimisation, faisant de tout un chacun un entrepreneur et un marchand, est-il devenu la loi, la seule loi, d'un anarcho-capitalisme total et idéal ?

Force est de constater que le Marché intégral, le seul sans doute qui justifie les sacrifices que l'on fait pour y tendre, en raison des avantages qu'il est censé engendrer, est loin d'être réalisé. On a de bonnes raisons de penser qu'il n'est pas réalisable et qu'il ne procurerait pas les bienfaits que ses adorateurs en attendent. Le marché mondial actuel, à la différence des places de marché, réalise une interdépendance des divers marchés. Il met en communication plus ou moins étroite les marchés des biens, les marchés des services producteurs et les marchés de capitaux. En cela, il participe bien du Marché, tel que le pensait Léon Walras. Les marchés anciens, on l'a vu, étaient très cloisonnés. Il s'agissait seulement de marchés portant sur quelques biens (y compris des esclaves). Ni les instruments de production ni les services producteurs ne faisaient l'objet d'échanges organisés. Les liens entre le louage de service (*locatio operae*) et le prix des marchandises n'apparaissent que de façon exceptionnelle à Athènes ou à Rome. Là, on trouve des esclaves spécialisés qui louent leur travail à la journée pour le compte de leur maître. Une relation s'établit incontestablement entre le prix du louage, le prix de l'esclave comme capital et le prix du produit fabriqué. Il en est de même avec le prix des denrées agricoles, le prix de la terre, le prix du travail et celui des esclaves. En ce sens, on peut parler de « germes » du Marché (WEBER, 1991 : 155). Toutefois, ces réalités restent marginales. Pour reprendre le critère de WEBER, à la différence de la société moderne, la part des besoins couverts par le marché reste limitée, alors que de nos jours « en imaginant la disparition de cette part, nous obtiendrions tout simplement la réduction à néant de la couverture des besoins » (WEBER, 1991 : 296). Inversement, en dépit de la destruction du social provoquée par l'attaque en règle des « forces du Marché » utilisées à dessein par les intérêts marchands, il faut prendre acte des limites actuelles de la marchandisation. Celles-ci sont importantes et témoignent d'une résistance — réputation considérable de la part du tissu social à se laisser désagréger par la logique marchande. Walras lui-même ne faisait entrer dans le marché que la part de l'activité humaine entrant dans la sphère économique. Il restait une part privée imprécise mais énorme en dehors des spéculations marchandes. BECKER est sans doute celui qui a poussé le plus loin « l'impérialisme » de l'économique sur le social. « J'en suis venu à la conclusion, écrit-il, que l'approche économique est la seule démarche globale applicable au comportement humain »

(BECKER, 1976, cité par SWEDBERG, 1984 : 46). Toute l'activité humaine entre alors dans le calcul économique. Certes, il n'existe pas de marchés (au moins pas encore) pour tout, mais tout se passerait comme si pour ces domaines non marchands des marchés fictifs entraient en connexion avec les marchés réels pour constituer le Marché. L'inexistence regrettable et souvent hypocrite, pour ces utilitaristes radicaux, de « Bourses » où *tout* serait mis à l'encan nuit à la réalisation de l'optimum, mais ne détruit pas le jeu des forces naturelles dans le sens de l'harmonie des intérêts.

Les limites de l'« omni-marchandisation »

Même si les sages de l'Académie royale de Stockholm ont cru bon de couronner son œuvre, la plupart des économistes hésitent encore à suivre BECKER dans son radicalisme. Les limites à la marchandisation sont généralement admises voire même considérées comme légitimes. Ces limites sont frappantes dans les rapports affectifs et intimes, dans la production de la force de travail, dans le fonctionnement des entreprises, dans le domaine politique et dans la sphère de l'art. Pour le dire simplement, l'essentiel des échanges affectifs entre les époux ou entre les amants, et même entre les amis, échappent non seulement à la logique marchande et à la monétarisation, mais à tout calcul quantifié (ce qui n'exclut pas la présence, le cas échéant, d'arrière-pensées intéressées...). Cela est encore plus vrai des rapports entre parents et enfants, entre les membres humains et non humains de la famille. Des millions d'animaux échappent de ce fait à l'abattoir tout en consommant de façon luxueuse. Il en est ainsi des chiens, des chats et des perruches qui ne finissent pas en brochettes. Toute une agriculture, de balcon, de terrasse, de plantes d'intérieur est faite d'amour et d'eau fraîche ; elle fait rarement l'objet d'un calcul monétaire strict. La cellule domestique est une petite entreprise qui produit des biens et services innombrables, en n'important et en n'exportant qu'une petite part de ses *inputs* et de ses *outputs*. Cette part seule intéresse l'économie marchande. Il en est ainsi de la production de la force de travail. On ne fabrique pas encore ses enfants pour en faire du profit. Cette production-là aussi n'obéit pas systématiquement à la logique coût-bénéfice. Les rapports de travail au sein des bureaux, des ateliers et des administrations sont certes négociés ou renégociés occasionnellement, mais ne sont pas l'objet d'une marchandisation permanente et d'un calcul d'optimisation.

Dans aucune armée du monde, même les milices, les mafias ou les cohortes de mercenaires, on ne marchandé en permanence son obéissance ou le prix du risque. L'« irrationnel » du culte de la force brutale, de l'admiration ou du dévouement patriotique *fait tenir*

ensemble l'entreprise collective sur le front militaire, comme sur le front économique ; l'invasion des métaphores militaires ou familiales dans l'entreprise est révélatrice des limites du fonctionnement purement marchand.

Le jeu politique n'exclut pas le « marchandage » ; toutefois, la vente des places et l'achat des voix sont loin de fonctionner comme un vaste marché. La citoyenneté obéit à d'autres calculs et à d'autres spéculations que celles de l'optimisation des situations monétaires. Les stratégies des politiciens répondent à des appétits de puissance et de prestige qui ne se laissent pas dissoudre en valeurs marchandes. Le domaine de l'art, enfin, implique, nous l'avons vu, des *dons* chez les artistes qui entraînent une autre logique. Si développé que soit le marché de l'art, les processus de création et de séduction échappent à la logique marchande. L'engouement actuel des acteurs économiques pour l'art comme réserve de valeur témoigne du désir de trouver hors du casino économique une *vraie valeur* refuge transcendante au marché (voir le bel article de Goux, 1992).

La plupart des économistes conviennent que le Marché ne peut exister et ne peut susciter les avantages qu'on lui attribue sans l'existence d'institutions minimales. L'économie des conventions et des organisations s'efforce de rendre compte de ces conditions avec parfois le désir secret de ramener ces institutions en dernière instance à des contrats sociaux librement consentis obéissant aussi à un calcul rationnel hors marché.

Quelle que soit la subtilité intellectuelle des sophismes que l'on construit avec le dilemme du prisonnier pour en sortir un fondement rationnel de la coopération, ces tentatives témoignent de la charge normative extraordinaire du concept de Marché. Toutefois, comme le souligne PUERTO MARTINEZ (1984 : 78, note 19), le Marché ne peut justifier sa présupposition ; on ne choisit pas le Marché lui-même sur un marché qui participerait au Marché.

Le Marché comme ordre naturel

À partir de l'expérience constatée dans le marché-rencontre que la mise en « concurrence » de plusieurs vendeurs ou de plusieurs acquéreurs exerce une pression à la hausse ou à la baisse des rapports d'échange, on a construit le schéma idéal d'un mécanisme généralisé d'un fonctionnement de la production du social entièrement déterminé par la concurrence. Cette machine « idéale » a été posée comme idéale car elle permettrait le plus grand bonheur pour le plus grand nombre et qu'elle paraissait « naturelle » aux yeux de ses thuriféraires. Il est dommage que l'on n'ait pas déployé autant d'énergie pour se

demander si cette machine était possible, ni ce qu'était ce plus grand bonheur, ni qui a intérêt à faire croire à tout cela. À la dernière question, nous avons déjà répondu. Ce sont les « marchands » qui ont intérêt à faire croire qu'il s'agit d'un mécanisme naturel et bon. Toutefois, cet intérêt des marchands n'est-il pas l'intérêt général dès lors que nous sommes tous des marchands, du moins au sein de cette machine ? Certes oui — mais certains le sont plus que d'autres. Classe universelle, les marchands ont, nous l'avons vu, des intérêts bien particuliers à défendre, et le citoyen ordinaire, qui n'a à vendre que sa force de travail, son affection, ses loyautés, voire ses enfants et ses organes, n'a peut-être pas grand bénéfice à escompter de la partie et n'a pas nécessairement envie de jouer ce jeu-là.

En ce qui concerne le plus grand bonheur, nous avons déjà souligné ailleurs (LATOUCHE, 1991, voir la conclusion) que si le bonheur prête à discussion (est-ce réductible au bien-être défini comme bien-avoir ?) c'est le « plus » qui fait problème. Les citoyens ordinaires se contenteraient volontiers d'un *petit bonheur*. Le plus grand bonheur est une expression antinomique. Il n'y a jamais de bonheur s'il en faut toujours plus. Le but se dégrade en moyen. On entre dans le processus d'accumulation illimitée. Si le marché fonctionne comme machine productive, c'est précisément pour produire toujours plus, pour produire encore plus, et pas pour produire assez. Certes, bien des marchés concrets ont fonctionné et fonctionnent sans autre ambition que de faire circuler les biens à la *satisfaction* de tous, laissant aux échangistes la responsabilité de leur grand ou petit bonheur. Toutefois, le *mécanisme* de l'ajustement porte cette force d'expansion que les économistes attribuent à son « essence » pour notre bonheur ou notre malheur...

Enfin, marche-t-elle seulement cette machine-là ? Si l'efficacité partielle de la concurrence est incontestable, pour uniformiser les rapports d'échange et laminer les marges abusives, la possibilité d'un fonctionnement total de la machine intégrale est fortement sujette à caution. Nous ne développerons pas ici les critiques que les spécialistes lui ont adressées sur ce point en plus des limites déjà rencontrées. En tant que machine « naturelle », le Marché semble être atteint d'une contradiction centrale, il faudrait un dictateur implacable et omniscient pour veiller au bon fonctionnement « automatique » de tous ces rouages...

Parce qu'il est possible de concevoir une machine sociale, appelée Marché, sur la base d'une réduction de l'homme à un mécanisme calculateur, on a hâtivement conclu qu'il s'agissait d'un ordre *naturel* fondé sur ce qui serait la *vraie* nature de l'homme. Ce sont ces schématisations abusives qui fonctionnent dans l'imaginaire de nos contemporains et qui rendent difficiles tout débat serein sur les

avantages ou les inconvénients de la marchandisation de tel ou tel fragment de la vie, comme la vente d'un organe, la location d'un utérus ou les droits à polluer...

CONCLUSION

Le fonctionnement du marché mondial concret qui a d'ores et déjà engendré des prodiges devant lesquels pâlisent les pyramides d'Égypte, pour paraphraser le Marx du *Manifeste*, a aussi obtenu ce résultat merveilleux que les deux tiers de l'humanité ont été broyés par lui et rejetés comme inutilisables. Ces naufragés du développement réfugiés dans les immenses bidonvilles des métropoles du Sud (mais aussi de plus en plus du Nord et de l'Ouest) survivent contre toute attente par la débrouille et par la solidarité. Cette réalité massive qu'on a découverte dans les années soixante-dix sous le nom d'économie informelle n'est pas à l'abri de l'impérialisme du Marché. On a pu l'interpréter comme un deuxième « Marché » en marge du grand marché mondial, un marché tout à fait sauvage hors de l'État et de ses réglementations, où le jeu de la concurrence, de la loi de l'offre et de la demande, serait aussi libre et déchaîné que la loi de la jungle. La drogue, la prostitution, le crime même, feraient l'objet de libres contrats pour le plus grand bonheur des acteurs. Cette interprétation ultra-libérale de Hernando de Soto ou de Guy Sorman ne manque pas de force ni de base empirique. Cet utilitarisme radical se révèle en fin de compte comme une forme de darwinisme social. Le Marché sauvage est le lieu de la sélection naturelle. Le plus grand bonheur du plus grand nombre se réduit quelque peu, dans la survie des rescapés d'une concurrence à couteaux tirés. L'éthique minimale du respect des droits de l'homme et des règles du jeu se trouve pratiquement réduite à sa plus simple expression dans ce monde des gagnants.

Une telle interprétation nous paraît néanmoins manquer certains aspects essentiels de la signification historique de l'informalité. Dans les banlieues des grandes agglomérations africaines, la majeure partie de ce que les économistes occidentaux ont baptisé *économie informelle* est largement immergée dans une socialité complexe et exubérante, faite de réseaux néo-claniques et d'innovations multiples. Chacun « investit » dans ses réseaux au sein desquels les échanges incessants obéissent beaucoup plus à la logique du don qu'à celle du Marché sauvage. Les obligations de donner, de recevoir, de rendre, portent sur tout et n'importe quoi, de l'affection, de l'argent, des fêtes, des visites, des prêts, des vivres, des enfants, de la tendresse, des fétiches, des coups de main, voire des coups de couteaux... Ces flux d'échanges

réenchâssent presque totalement l'économique dans le social. Cela ne signifie pas que cette forme de « survie » est idéale ni même supérieure à l'émancipation de l'individualisme libérale. La logique du don comprend aussi les pratiques vindicatoires, sacrificielles avec leurs cortèges de violences, de contraintes et d'injustices. On est confronté à un tragique dilemme : la pesanteur du lien social avec les formes holistes ou la libération des contraintes symboliques au prix de la destruction marchande du social. L'ennui avec l'interprétation ultra-libérale de l'informel est qu'elle favorise les politiques d'appui de la Banque mondiale dont les conséquences risquent de cumuler les inconvénients des deux systèmes. La convivialité de l'artisanat populaire se trouve gangrenée par la logique marchande quand la niche endogène se transforme en officine de sous-traitance pour le marché mondial.

Comme on le voit, nous ne proposons pas un modèle de remplacement du Marché, ni un ensemble de recettes pour parer à ses dangers⁶. De telles solutions, si elles existent, seront moins le résultat des décisions conscientes des acteurs que des « trouvailles » de l'histoire. Tout au plus, les politiques de tel ou tel acteur peuvent, comme dans le cas de l'informel, infléchir le sens des évolutions ou des réactions.

Cette interprétation historique montre simplement que la dynamique impérialiste du Marché et les croyances autoréalisatrices en ses « vertus », en suscitant massivement l'exclusion, peuvent provoquer des réactions porteuses de trouvailles et, avec beaucoup d'optimisme, d'espoirs. Ces marchandages et ces marchandises dont vivent les pauvres en leur culture ne sont pas des marchés et n'obéissent pas au Marché.

BIBLIOGRAPHIE

- BARRE (R.), 1956. — *Économie politique*, Paris, Puf, t. I (coll. Thémis).
- BECKER (G.), 1976. — introduction de *The Economic Approach to human Behaviour*, cité par SWEDBERG (R.), *Revue du Mauss*, n° 9 : 46.
- BERTHOUD (A.), 1991. — Marché rencontre et marché « mécanique », comm. Journées du Caesar, Nanterre, 1991, *Cahiers d'Économie Politique*.
- BERTHOUD (G.), 1992. — « Le corps humain comme marchandise », *Vers une anthropologie générale, Modernité et altérité*, Genève, Droz : 47.

⁶ Dans un article, par ailleurs remarquable, ZELIZER (1992) fait reproche aux critiques du paradigme du marché de ne pas proposer de *modèle de remplacement*. Cela nous paraît une manière fautive d'aborder le problème ; à notre sens, au terme de son analyse, on chercherait vainement d'ailleurs un tel modèle.

- BRAUDEL (F.), 1980. — *Civilisation matérielle, économie et capitalisme*, Paris., Armand Colin.
- BRI (Banque des règlements internationaux), 1992. - *LXII^e rapport annuel*, Bâle, juin 1992.
- Cahiers du Lasa*, 1988. — Lectures de Pierre Bourdieu, n^{os} 8-9, 1^{er} semestre 1988.
- Cahiers du Mauss*, n^{os} 6, 11 et 12.
- CAILLE (A.), 1986. - *Splendeurs et misères des sciences sociales*, Genève, Droz.
- DEBREU (G.), 1959. — *Théorie de la valeur*, Paris, Dunod.
- FUKUYAMA, 1992. — *La fin de l'histoire et le dernier homme*.
- GODBOUT (J.), 1992. — *L'esprit du don*, Paris, La Découverte (extr. *Cahiers du Mauss*).
- GOUX (J.-J.), 1992. — L'art et l'argent, *Art-Press*, n^o 165, janv. 1992.
- GUERRIEN (B.), à paraître. — *La théorie économique à votre portée*, Paris, Autrement.
- HYDE (L.), 1979. — *The Gift : Imagination and erotic life of property*, New York, Vintage Books, (trad. fr. [extr.], *Cahiers du Mauss*, n^{os} 6, 11 et 12).
- JORION (P.), 1984. — Déterminants sociaux de la formation des prix de marché, l'exemple de la pêche artisanale, *La Revue du Mauss*, n^{os} 9 et 10.
- LATOUCHE (S.), 1983. — Marchand-non marchand, *Bulletin du Mauss*, n^o 7, 3^e trim. 1983.
- LATOUCHE (S.), 1984. — Marchand-non marchand, *les Temps Modernes*, n^o 461, déc. 1984.
- LATOUCHE (S.), 1989. — Peut-on parler de nationalité économique pour la France ? *Économies et sociétés*, n^o 32, août 1989.
- LATOUCHE (S.), 1991. — *La planète des Naufragés*, Paris, La Découverte.
- Le Monde*, 1988. — Baby Market, 7 juill. 1988, cité par BERTHOUD (1991 : 43).
- MAUSS (M.), 1991 [1950]. — « Essai sur le don », *Sociologie et Anthropologie*, Paris, Puf.
- POLANYI (K.), 1983. — *La grande transformation, aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.
- POLANYI (K.) et ARENSBERG (C.), 1975. — *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie [Trade and Market in the Early Empires. 1957]*, Paris, Larousse (coll. Larousse Université).
- PUERTO MARTINEZ (R.), 1984. — La république des gens de Bien, *Revue du Mauss*, n^o 10 : 78, note 19.
- SACHS (W.), 1990. — L'archéologie du concept de développement, *Interculture*, Montréal, n^o 4 : 23.
- SWEDBERG (R.), 1990. — Vers une nouvelle sociologie économique, *Revue du Mauss*, n^o 9 : 33-68.
- WEBER (M.), 1991 [1923]. — *Histoire économique, Esquisse d'une histoire universelle de l'économie et de la société*, Paris, Gallimard : 155.
- ZELIZER (V.), 1992. — Repenser le marché, la construction sociale du « marché aux bébés » aux États-Unis. 1870-1930, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n^o 94, sept. 1992 : 3-10.